J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 713 12 janvier 1984

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Jean-Daniel Delley
Yvette Jaggi
Pierre Lehmann
Charles-F. Pochon
Victor Ruffly

Points de vue:
Jeanlouis Cornuz
Gil Stauffer

20 ANS

713

Domaine public

L'ère du soupçon

«L'éclaireur est propre dans ses paroles, ses pensées et ses actes», cet article de la loi scout inspiré-t-il un puritanisme helvétique en quête d'une nouvelle vigueur? Les paroles... haro sur les dévoyés du vocabulaire, c'est simple et ça pose les procureurs au petit pied; les pensées... plus difficile, c'est bien vague et bien secret; les actes... restons pratiques: pourvu que ça ne se voit pas... c'est le vieux coup du «Blick» qu'on achète au kiosque, glissé pudiquement dans la «Neue Zürcher Zeitung». Bref, on en est plutôt à repeindre la façade, sans s'attaquer à ce que cachent les murs. N'empêche: l'offensive prend une certaine ampleur; il y a le coup sec de la police zurichoise contre «Blick», traditionnellement accueillant pour la publicité des prostituées; il y a le récent refus de telles «petites annonces» par la «Feuille officielle de la Ville de Berne», qui renonce, ce faisant, à de coquettes rentrées d'environ 300 000 francs par an (et déjà, moyennant quelques précautions juridico-rédactionnelles, certains concurrents locaux se déclarent prêts à prendre la relève...); et ce ne sont pas les seuls fronts ouverts à ce jour.

Mais jusqu'où iront les poursuites? Voici en tout cas les propriétaires d'un immeuble dont un certain nombre d'étages avaient été investis par des prostituées qui vont passer en justice à Zurich le 18 janvier prochain.

Ira-t-on jusqu'à reprendre le refrain de l'«Etat-souteneur» qui taxe les revenus de la prostitution? Et cela peut aller très loin. Berne, centre de salons plus ou moins discrets (400 prostituées recensées comme telles, selon de bonnes sources), en indique quelques-uns dans l'annuaire téléphonique: la rubrique «Massagen» y est accompagnée du renvoi

«siehe auch Salons» (voir aussi salons), que certains trouvent très clair.

Et les journaux qui publient des annonces de cœurs isolés en quête d'une âme sœur? Ira-t-on jusqu'à vérifier systématiquement les tenants et aboutissants des messages? «L'Illustré», par exemple, et sa rubrique «La ligne du cœur». Pour vingt francs, prix de faveur, des petits textes sont publiés là dans un délai de quatre à cinq semaines. A y regarder de plus près, on reste stupéfait du succès que rencontre l'hebdomadaire romand auprès des Mauriciennes. Voyez les deux dernières éditions 1983 et le premier numéro 1984, 97 annonces, dont 52 femmes, et parmi elles 23 Mauriciennes, entre 18 et 36 ans, qui cherchent un compagnon suisse. Encore une réussite du marketing Ringier, jusque dans cette île francophone située à l'est de Madagascar et néanmoins membre du Commonwealth. Honni soit qui mal y pense. Mais voici l'ère du soupçon et de l'hypocrisie.

LE POINT DE VUE DE GIL STAUFFER

Escalade

La Fédération française de la montagne (FFM), organisme faïtier, interroge ses membres par le biais de revues spécialisées: faut-il, ou ne faut-il pas, que la FFM organise des compétitions d'escalade? Voilà.

Même la montagne...

On aura tout vu.

Le seul fait que la question soit posée montre à quel point de dégradation conduisent le professionnalisme sportif et les menées publicitaires. Tout cela est immonde.

Il est donc urgent que les associations d'alpinistes — en Suisse, le Club alpin — s'opposent sans réserve à l'idée même de compétitions d'escalade et

SUITE ET FIN AU VERSO

Escalade

condamnent définitivement tout projet qui en prendrait le chemin.

C'est urgent. Parce que des armées de «sponsors» ne rêvent déjà plus que de compétitions qui leur permettraient, télévision aidant, de fourguer leurs produits (dont les prix sont généralement ignominieusement surfaités) à des masses ébahies. Ils trouveraient d'ailleurs sans peine les jeunes débiles prêts, pour trois sucres et une gourde de renommée, à gesticuler sous leurs couleurs.

Il ne s'agit pas de préserver la montagne. Pas même un quelconque idéal. Mais de s'opposer à des requins puants traînant dans le sillage des «maquereaux des cimes blanches», comme dit Chappaz.

Quant aux petits cons, partisans des compétitions d'escalade, je leur souhaite chrétiennement de s'étrangler dans leurs cordes.

G. S.

COURRIER

Pas d'évêque à Genève

Etrange, le texte que vous publiez dans votre numéro 710 sous le titre «Le temps des passions». A le lire, on a l'impression que son rédacteur ne connaît bien ni Genève, ni la Suisse, ni le problème dont il parle. On attendait mieux d'un organe qui se veut volontiers redresseur de torts et se montre souvent sévère.

Ainsi, votre journal pense que l'opinion des protestants en la matière relève ou du préjugé, ou de la mauvaise foi, et serait le produit de «la frange la plus réactionnaire de l'Eglise protestante». Cette dernière expression, d'ailleurs, la suppose presque tout entière de ce bord-là, par contraste peut-être avec le catholicisme, si progressiste comme on sait! Voir, à ce propos, le vote récent, en Valais, qui a balayé la loi scolaire qui aurait enfin fait droit, dans une certaine mesure en tout cas, en matière de

liberté religieuse à l'école, à la minorité protestante...

Quant à la position officielle de l'Eglise nationale protestante de Genève, vous la jugez simplement «ahurissante». Pourquoi? L'avez-vous lue attentivement?

Vous dites que la discussion du problème «concerne la seule structure de l'Eglise catholique». Vous savez pourtant que la Constitution fédérale, dans son article 50, met comme condition à l'érection de tout nouvel évêché l'approbation de la Confédération. De plus, Mgr Mamie a demandé à l'Eglise protestante de Genève son avis. Etait-ce pure forme? ou voulait-on une réponse sérieuse? Après tout, dans ce difficile problème des ministères, qui sépare si profondément Eglise romaine et Eglises réformées, les catholiques, s'ils sont vraiment œcuméniques, devraient être reconnaissants au Consistoire de l'Eglise protestante, par sa déclaration claire, de les inviter à réfléchir à l'obstacle n° 1 à l'unité de l'Eglise, c'est-à-dire à l'ambiguïté de leur gouvernement spirituel inextricablement lié à l'Etat du Vatican. Et ce qu'on pourrait attendre d'un organe comme le vôtre, dit de gauche, c'est que dans un tel sujet il défende la démocratie en se souvenant que la gauche, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, jugeait avec raison inacceptable la présence d'un nonce apostolique à Berne. Elle ne voulait pas ouvrir la porte aux intrigues vaticanes. Elle ne voulait pas non plus favoriser une Eglise particulière. Elle voyait juste. Et on a eu tort, dans les années vingt, de laisser faire Motta. Mais si on ne peut pas changer le passé, il serait bénéfique de voir le fond du problème qui nous occupe où il est, et non de le régler en quelques phrases où l'indigence de l'information le dispute à la malveillance. Quant à l'Eglise «sûre d'elle-même» que vous évoquez en fin d'article, le protestant que je suis ne peut la reconnaître que dans l'Eglise catholique romaine, qui ne l'a que trop été tout au long de son histoire. Une Eglise réformée véritable ne peut être sûre que de la Parole de Dieu.

G. Mützenberg

Réd. CQFD.

ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Pas seulement le pétrole, mais aussi l'électricité

Le 21 novembre 1983, à l'occasion du 25^e anniversaire de l'ASPEA (Association suisse pour l'énergie atomique), M. Edouard Kiener, chef de l'Office fédéral de l'énergie, a affirmé qu'il ne fallait pas mettre les économies d'énergie en concurrence avec la production d'énergie. Qu'est-ce à dire?

Notre société est, pour l'instant encore tout au moins, victime du mythe de l'expansion économique: il faut produire le plus possible de n'importe quoi, pourvu que cela se vende. Si la demande du n'importe quoi est en hausse, il faut produire davantage. Si la demande menace ensuite de diminuer, on est contraint de la stimuler pour utiliser à fond la capacité de production qui a été mise en place. Lorsqu'on n'arrive pas à redresser cette demande du n'importe quoi, ça chagrine les économistes, car des investissements sont mal rentabilisés, sans parler du fait que des places de travail sont supprimées et des braves travailleurs, si possible étrangers, renvoyés chez eux. De suggérer dans un tel contexte qu'il faut restreindre la consommation de quoi que ce soit est blasphématoire.

CONTRADICTION MAJEURE

Dans le domaine de l'énergie, on est un peu embêté. En effet, pour des raisons extérieures à l'aberrant système économique dans lequel nous avons réussi à nous embourber, il est devenu nécessaire de tenir un discours favorable aux économies d'énergie. Mais ce discours est en parfaite contradiction avec le discours économique dominant, qui pousse à la construction de plus en plus de centrales de production en vertu de l'acte de foi que la consommation du n'importe quoi «électricité» doit, elle aussi, toujours augmenter.

Il résulte de cette contradiction que M. Kiener est obligé de se livrer à un numéro de trapèze pour

essayer de faire croire que la construction de nouvelles centrales nucléaires est justifiée. Comme il ne peut pas franchement encourager le gaspillage de l'électricité, il est acculé à dire que l'on doit augmenter la production, même si la demande pour cette production supplémentaire n'existe pas pour l'instant. La stimulation de la demande d'électricité n'est pas son affaire. Les compagnies d'électricité s'en chargent (chauffages électriques et autres gaspillages). Elles ont réussi jusqu'à aujourd'hui à maintenir la consommation d'électricité à la hausse, alors même que la consommation totale d'énergie finale en Suisse est à la baisse.

Cet effort de promotion de vente de la marchandise électricité est présenté au bon peuple comme une politique responsable de substitution du pétrole. De fait, la diminution de la consommation de pétrole en Suisse provient d'une diminution des besoins de chaleur (isolation, réduction de la température des locaux, amélioration des rendements) qui n'a strictement rien à voir avec la substitution de l'électricité au pétrole.

En réalité, il y a deux politiques énergétiques dans notre pays. L'une, pour le pétrole, où l'économie est à l'honneur, et l'autre, pour l'électricité. Et, pour cette dernière, il serait plus juste de parler de promotion de vente. De fait, sans une telle promotion, les investissements faits dans le nucléaire conduisent à une récession économique. C'est ce que montre l'exemple français. Une analyse des difficultés actuelles de l'industrie de ce pays et de son programme nucléaire a fait dire récemment à Yves Lenoir que la France devait choisir entre le nucléaire et le progrès. Elle ne peut s'offrir l'un et l'autre.

L'ARDOISE NUCLÉAIRE

Le nucléaire engloutit des sommes énormes, non seulement pour la construction de centrales, mais encore pour la propagande effrénée qu'EDF (Electricité de France) doit faire pour convaincre des industriels récalcitrants (ils savent calculer) de lui acheter davantage de courant. Le résultat est

connu: EDF est à tel point endettée, qu'elle ne peut pas couvrir le service de sa dette avec les recettes que lui procure la vente de l'électricité. Mais elle ne peut pas non plus augmenter ses tarifs, car cela compromettrait les ventes. On est en plein cercle vicieux et bien entendu que l'Etat (le contribuable) est là pour éponger l'ardoise de cette invraisemblable aventure énergétique.

Toutes ces sommes immobilisées à cause du programme nucléaire ne sont pas disponibles pour d'autres industries plus compétitives et la France perd des marchés extérieurs, sans parler du fait qu'elle se voit envahie par des produits étrangers (vidéo, régulation et autres électroniques), auxquelles elle est incapable d'opposer autre chose que des barrières douanières.

RÉPÉTER EN SUISSE LES ERREURS FRANÇAISES

Ce que propose M. Kiener n'est finalement rien d'autre que de répéter les erreurs françaises en Suisse. Notre pays exporte déjà beaucoup d'électricité et se trouve, pour l'instant, dans la situation favorable de pouvoir exporter aux heures de pointe à des prix avantageux. Cela est dû aux centrales hydro-électriques alimentées par nos lacs de montagne qui peuvent débiter à la demande. A mesure que l'excédent de courant nucléaire (non régulable) augmente en France, forçant ce pays à organiser le gaspillage nocturne de son électricité, il faut s'attendre à une diminution de la demande de pointe. Produire davantage de courant nucléaire en Suisse ne fera qu'amplifier le problème et rapprochera le moment où il faudra commencer à passer des centrales nucléaires par pertes et profits avant qu'elles n'aient pu être amorties. Une démarche un peu semblable a d'ailleurs déjà eu lieu aux Etats-Unis où des centrales nucléaires ont été abandonnées en cours de construction.

Comme on le voit, le nucléaire est un fardeau très lourd qui finit par noyer le pays qui le porte à son cou. Le processus de désengagement a déjà commencé en Amérique du Nord, malgré les efforts désespérés de Reagan pour relancer cette mauvaise

méthode de production. Les Allemands (de l'Ouest) ont considérablement diminué leur programme de construction de centrales et même les Français se voient contraints de réduire le leur, même si ça fait mal au cocorico.

Il est temps de repenser la politique énergétique de notre pays en étendant la notion d'économie d'énergie également à l'électricité. De fait, l'électricité est l'agent énergétique qu'il y aurait lieu d'économiser en priorité, car c'est celui qui coûte le plus cher à produire et qui a la plus haute qualité. Il faut que les compagnies d'électricité renoncent au discours, à la limite puéril, qui consiste à dire «Maman, ils ont encore consommé plus d'électricité que l'année passée» et prennent elles-mêmes les mesures qui permettront de stabiliser, puis diminuer la consommation d'électricité en Suisse. Cela peut parfaitement se faire sans aucune diminution du confort et si les compagnies d'électricité manquent d'idées pour entreprendre une telle démarche, nous sommes à disposition pour leur en donner.

La dernière chose dont la Suisse ait besoin, c'est de centrales nucléaires supplémentaires. Elle a en revanche un urgent besoin d'une politique énergétique rationnelle. L'acceptation des initiatives populaires pour un futur sans nouvelles centrales nucléaires et pour un avenir énergétique sûr, économique et respectueux de l'environnement permettra de mettre une telle politique sur les rails.

P. L.

PS. Contraste saisissant entre les moyens à disposition: dans la perspective des votations énergétiques, les promoteurs du nucléaire forcent encore l'allure et en viennent (déjà!) à des campagnes de «sensibilisation» de grande envergure par voie d'affiche; de l'autre côté, on s'applique à former des responsables pour une campagne «aux pieds nus» — prochain rendez-vous en Valais, à Sion plus précisément, pendant la journée du samedi 21 janvier, en un lieu au nom prédestiné, l'Hôtel du Soleil (de plus amples informations auprès de M. René von Roten, 1926 Fully).

Pas de troisième voie

Tout le monde est d'accord, «restistes» et «sortistes» confondus: il faut (re)négocier avec la droite qui gouverne ce pays, et qui n'est pas près de se retrouver minoritaire. Mais les avis divergent sur le terrain d'exercice: dedans, avec un Parti socialiste conservant son statut de parti gouvernemental, ou dehors, avec un PS expérimentant une politique d'opposition affirmée.

Comme titrait DP il y a un mois déjà: «Une porte peut être ouverte ou claquée.» Il n'y a pas de troisième voie, ni d'alternative géniale, encore moins de solution «à échéance fixe», contrairement à ce que pensaient M. Hablützel, l'ancien conseiller de W. Ritschard, et quelques-uns des autres connaisseurs de la machine fédérale (sinon des réactions des mécaniciens).

Vouloir négocier pendant trois ans, pour établir si la «participation conditionnelle» a bien justifié les espoirs mis en elle, c'est rester au Conseil fédéral en annonçant aux bourgeois qu'ils peuvent tout à

loisir discuter la composition de la délégation socialiste, l'horaire des rencontres, la rédaction de l'ordre du jour et, bien entendu, la forme de la table. Comme dans n'importe quelle conférence diplomatique-byzantine. Avec en prime la perspective de voir les quatre partis (encore) gouvernementaux changer de président dans le courant de l'année...

Il y a pire: trois ans, pourquoi trois ans? Quand on commence à articuler des chiffres, l'esprit du petit boutiquier n'est pas loin; et il inspire toujours des variantes, qui pourraient être en l'occurrence neuf mois (jusqu'au Congrès socialiste ordinaire de Saint-Gall), ou 20 mois (jusqu'à la mi-législature), ou encore, pourquoi pas, 36 mois. Bref, quelque chose entre les cent jours et le millénaire.

Les efforts des fédéralocrates n'auront pas suffi à brouiller les cartes. Le Congrès du PS de la mi-février aura un choix clair à opérer: rester ou partir, étant entendu que de toute façon on finira bien par causer. Mais peut-être pas sous la pression du calendrier, ni avec les interlocuteurs actuellement en présence, dans un climat politique devenu trop malsain pour ne pas les avoir affaiblis.

néanmoins révélateurs d'un climat, et en tout cas demeureront les témoins d'une évolution à travers douze années de représentation féminine sous la Coupole fédérale et quatre renouvellement du Parlement¹ (on ne s'attardera pas ici sur les sièges féminins conquis aux Etats — 3 tout dernièrement, 4 il y a huit ans — faute de pourcentages vraiment significatifs).

1983: 22 femmes au Conseil national; elles étaient 21 lors de la législature précédente (10,5% des sièges), 15 en 1975 (7,5%) et 11 dès 1971 (5%), année où elles furent admises à siéger à Berne.

¹ Données judicieusement publiées dans la dernière livraison du mensuel du Parti socialiste neuchâtelois, «Le Point» (adresse utile: c.p. 859, 2001 Neuchâtel) — traduction de «Traktandum» de novembre 1983.

Le parlement suisse soutient assez bien la comparaison avec ses homologues des pays voisins qui pourtant sont acquis depuis beaucoup plus de douze ans à la participation féminine: le Bundestag allemand comprend 43 femmes sur 498 députés (8,63%), l'Assemblée nationale française, 25 femmes sur 490 parlementaires (5,1%); seul le Parlement autrichien, avec 20 femmes pour 183 députés (10,9%) réalise un meilleur «score» que la Suisse.

La percée des femmes dans le monde politique serait-elle plus nette à l'échelon cantonal? C'est vrai pour quelques cantons, et en particulier pour les pionniers du suffrage féminin. Pour le reste, l'ouverture se fait au compte-gouttes. En tête du classement intercantonal: Genève qui, après six renouvellements du Grand Conseil, en est aujourd'hui à un quart des sièges occupés par des femmes (six députées pour le coup d'envoi de 1961). Puis viennent les deux Bâle, Zurich et Lucerne qui tous ont franchi le cap de 15% de députées: à noter un bond en avant à Zurich en 1983 — de 17 à 27; une progression importante également à Lucerne lors des dernières élections — de 16 à 28.

La Suisse romande, mis à part Genève, ne parvient pas pour l'instant à franchir nettement la barre des 10%: 20 femmes sur 200 sièges dans le canton de Vaud, 11 femmes sur 115 dans le canton de Neuchâtel, 5 femmes sur 60 dans le canton du Jura, 13 femmes sur 130 dans le canton de Fribourg et seulement 7 dans le Valais pour sa troisième législature «féminisée».

Evolution générale: si on additionne, pour chaque canton, le nombre de sièges obtenus par des femmes lors de la première occasion où elles furent admises à la députation, on parvient au total de 110 «pionnières». Aujourd'hui, alors que depuis deux législatures les femmes siègent dans 24 Conseils sur 26, on dénombre 298 députées (243 il y a huit ans).

Au tableau d'honneur des présidentes de législatifs cantonaux: la socialiste Emma Kammacher, en

LÉGISLATIFS

La longue marche des femmes

La non-élection de la socialiste Lilian Uchtenhagen au Conseil fédéral a mis en évidence quelques rapports de forces partisans et quelques constantes de la politique fédérale. Et particulièrement, le poids de la délégation féminine à Berne. Certes, en rappelant le nombre de sièges détenus par les unes et par les autres, on n'a pas encore fait le tour de l'influence réelle, qui s'exprime aussi à travers les personnes et leurs charges particulières, dans le système parlementaire ou à l'intérieur de leur formation politique. Ces points de repère chiffrés sont

1965, à Genève; puis en 1975, Gertrud Spiess (PDC) à Bâle-Ville et Jeanine Robert-Challandes (lib.) à Neuchâtel; en 1978, Esther Bühler (soc.) à Schaffhouse; en 1979, Marie-Agnes Massini (lib.) à Bâle-Ville (deuxième femme portée à la présidence dans ce canton); en 1981, Johanna Nüesch-Winzler (rad.) à St-Gall et Marguerite Narbel (lib.) dans le canton de Vaud; en 1982, Marianne von Burg (rad.) à Soleure et Liliane Charmillot (PDC) à Delémont; enfin, en 1983, Cristina Storelli (soc.) au Tessin.

Canton	Nombre de sièges	Nombre de femmes avant-dernière législature	Nombre de femmes dernière législature	Pourcentage de femmes
ZH	180	17	27	15
BE	200	18	24	12
LU	170	16	28	16,47
UR	64	1	1	1,56
SZ	100	6	6	6
OW	52	1	3	5,76
NW	60	1	3	5
GL	80	2	4	5
ZG	80	4	5	6,25
FR	130	14	13	10
SO	144	6	9	6,25
BS	130	20	22	16,92
BL	84	11	12	14,28
SH	80	4	7	8,75
AR	61	—	—	—
AI	63	—	—	—
SG	180	15	16	8,88
GR	120	4	6	5
AG	200	24	28	14
TG	130	3	9	6,92
TI	90	10	11	12,22
VD	200	24	20	10
VS	130	7	7	5,38
NE	115	8	7	6,08
GE	100	23	25	25
JU	60	4	5	8,33
Total de tous les cantons	3003	243	298	9,92

IL Y A QUARANTE ANS

Le travaillisme neuchâtelois

Le 10 janvier 1944, le Cercle d'études syndicalistes de Neuchâtel adopte une motion adressée à l'Union syndicale locale pour lui demander de déposer une liste autonome lors des élections communales de mai.

Réponse favorable des syndicats et dépôt d'une liste rouge et blanche. Les électeurs lui accordent suffisamment de suffrages pour permettre de constituer un groupe travailliste au Conseil général. Il convient de préciser que la liste bénéficiait de l'appui du Ralliement neuchâtelois, constitué en 1941, et qui avait déjà brouillé les cartes de la politique cantonale.

Le Parti socialiste, menacé par le «travaillisme», réagit vigoureusement. Le conseiller national René Robert et trois autres membres du Parti socialiste suisse qui avaient soutenu le nouveau groupe sont exclus du parti et Robert doit même quitter le groupe socialiste de l'Assemblée fédérale. On ne badinait pas avec la discipline à l'époque.

Inutile d'ajouter que le succès initial du travaillisme fut sans lendemain et qu'il ne vit plus que dans la mémoire de quelques observateurs de la politique et de militants à l'heure du bilan.

EN BREF

Une pétition circule en Suisse pour réclamer une présence accrue de l'Évangile à la radio et à la télévision. Elle devrait recueillir 100 000 signatures.

* * *

La distribution de l'électricité dans une partie du Nord-Est de la Suisse est assumée par la coopérative Elektra Birseck. Les 32 000 coopérateurs viennent de désigner leurs délégués pour la prochaine «législature»: 157 sont élus par les coopérateurs; 20 sont délégués par des institutions de droit public et 60 par les principaux consommateurs privés. La

participation pour l'élection des 157 délégués a atteint 23%. Il y a 79 délégués domiciliés à Bâle-Campagne, 44 dans le canton de Soleure, 9 dans le Laufonais bernois et 25 en Alsace (en particulier la ville de Saint-Louis).

* * *

L'ancien conseiller fédéral socialiste Max Weber a eu le malheur de s'appeler comme un sociologue et économiste allemand fort connu. Lorsqu'on cite ce nom, on pense inévitablement à l'auteur de «L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme» et pas à son homonyme helvétique. Le livre récent de Marcela Hohl concerne bien le créateur de l'École ouvrière suisse: paru en allemand il traite des idées politico-économiques de Max Weber et de son influence sur l'activité de l'Union syndicale suisse.

* * *

Années 10 - années 80. Le «Journal de Genève/Gazette de Lausanne» publiait le 20 décembre dernier un article de Pascal Garcin sur le mécontentement des employés de banque. Et cette petite phrase: «Les employés de banque ne songent pas encore à recourir à la grève, mais ils pourraient envisager diverses pressions.» Une grève des employés de banque? Impensable, diront certains. Or il y a des précédents, même en Suisse! En octobre 1918, par exemple, on en enregistrait une à Zurich. Pour la soutenir, l'Union ouvrière proclama la grève générale. Deux jours plus tard le travail reprenait dans les banques. Acquis: des augmentations importantes de traitements accordées aux employés des catégories inférieures et moyennes.

* * *

Seul changement dans la composition du gouvernement saint-gallois depuis 1911, le septième siège, occupé par un représentant du parti minoritaire, a passé des démocrates aux socialistes en 1930. Les six autres sièges sont partagés moitié-moitié par les radicaux et les démocrates-chrétiens. Suite au retrait, motivé par l'âge, d'un élu radical, l'Alliance des indépendants pourrait être tentée d'envoyer à la lutte son populaire conseiller national Franz Jaeger.

L'Europe du service civil

Pays ¹⁾	droit à l'o.c. depuis ²⁾	motifs reconnus ³⁾	durée du serv. mil.	durée du serv. civ.	domaines d'activité du s.c.	nombre d'o.c./année ⁴⁾	population du pays	proport. des o.c. ⁵⁾	prop. des admissions
<u>Allemagne fédérale</u> ⁶⁾	1949	tous motifs de conscience	15 mois	20 mois ⁶⁾	utilité publ. social, etc	55'000 (1980)	62'000'000	10,6 %	67-79 % ⁶⁾
<u>Autriche</u>	1975	tous motifs de conscience	8 mois	8 mois	social+santé environnement catastrophes socio-cult. para-médical prot. civile	4'000 (1980)	7'500'000	6,4 %	79 %
<u>Belgique</u>	1964	tous motifs de conscience	8-10 mois	15-20 mois	para-médical prot. civile	1'800 (1979)	10'000'000	2,2 %	90 %
<u>Chypre</u>	--	6 mois de service militaire sans aucune alternative.				Aucune statistique des objecteurs condamnés.			
<u>Danemark</u> ⁷⁾	1917	tous motifs de conscience	9 mois	11 mois	culturel, social, etc.	2'300 ⁷⁾ (1976)	5'000'000	5,5 % ⁷⁾	95 % ⁷⁾
<u>Espagne</u>	1976	motifs rel. et moraux	15-18 mois	30 mois	environnement catastrophes, social, etc.	Législation encore en cours d'introduction			
<u>France</u> ⁸⁾	1963	tous motifs ⁸⁾ de conscience	12 mois	24 mois	soc.-médical ⁸⁾ socio-c. etc.	2'000 (1979)	54'000'000	0,4 %	50 % ⁸⁾
<u>Grèce</u>	--	Serv. non-armé pour motifs rel. de durée double (4 ans).				Aucune statistique des objecteurs condamnés.			
<u>Italie</u> ⁹⁾	1972	motifs rel. et moraux	12-18 mois	20 mois	social, forêts catastrophes, éducation, etc	2'600 ⁹⁾ (1979)	57'000'000	0,5 % ⁹⁾	94 %
<u>Norvège</u>	1922	tous motifs de conscience	12-15 mois	16 mois	surtout social + santé	2'000 (1978)	4'000'000	6,0 %	93 %
<u>Pays-Bas</u>	1922	tous motifs de conscience	14-17 mois	19 mois	jeunes, social formation, musées, etc.	3'000 (1979)	14'000'000	2,6 %	97 %
<u>Portugal</u>	1976	tous motifs de conscience	16-24 mois	16-24 mois	à définir	Législation encore en cours d'élaboration.			
<u>Suède</u>	1902	tous motifs de conscience	7,5-15 mois	420 jours	environnement enseignement, social, etc.	3'800 (1980)	8'000'000	5,7 %	85 %
<u>Suisse</u> ¹¹⁾	--	Serv. non-armé si grave conflit cons., même durée (49 sem.).				700 (1982)	6'000'000	1,4 %	32 % ¹¹⁾
<u>Turquie</u>	--	20 mois de service militaire sans aucune alternative.				Aucune statistique des objecteurs condamnés.			

1) La Grande Bretagne, l'Irlande, l'Islande, le Luxembourg et Malte n'ont pas de service militaire obligatoire. Le service civil a toutefois été institué en Grande-Bretagne lors des deux dernières guerres mondiales.

2) Le droit à l'objection de conscience est inscrit dans la constitution en Allemagne fédérale, en Autriche, aux Pays-Bas et au Portugal.

3) Procédure simplifiée, sans audition ni examen de conscience, en Allemagne, au Danemark, en France et aux Pays-Bas. Idem en Grèce pour le service non-armé.

4) Le nombre d'objecteurs indiqué pour l'année de référence ne tient pas compte des objecteurs "partiels" admis dans un éventuel service militaire non-armé.

5) Calcul comparatif approximatif sur 1/120 de la population totale, effectif moyen estimé d'une classe de conscription.

6) En R.F.A. une nouvelle loi, adoptée le 16.12.82, a porté la durée du service civil de 16 à 20 mois et simplifié la procédure d'admission. On peut en attendre une augmentation du pourcentage des admissions, indiqué ici selon la fourchette des taux entre les différents "Länder" en 1978.

7) Au Danemark une loi de 1976 réduisant de moitié la solde des civilistes par rapport aux soldats a entraîné une baisse de plus de 50% des demandes d'admissions à partir de 1977. L'accès au service civil ne peut être refusé dans ce pays que pour des motifs formels (cf. Dörig, op. citée).

8) En France une nouvelle loi, adoptée le 27.6.83, a étendu dès 1984 les possibilités de service civil à tous les organismes d'utilité publique et considérablement élargi la procédure d'admission ("quasi automatique"). Le chiffre de 1979 doit donc être revu à la hausse.

9) En Italie une loi spéciale datant de mai 1981 a autorisé des milliers de jeunes à effectuer un service civil sur les lieux des tremblements de terre. Les chiffres figurant ici n'ont donc plus grande signification.

10) Pour le Danemark le taux d'admission est tiré du "Zivildienst Zeitung" n° 34, p. 9, Berne juin 1983.

11) En Suisse les chiffres donnés, par le Département militaire fédéral, ne se rapportent évidemment pas à l'admission au service civil, mais au pourcentage d'objecteurs reconnus, qui ont donc bénéficié du régime spécial des arrêts répressifs.

NOTES

Voix romandes

«Là voix des lettres», revue de la Société des écrivains suisses (SES), consacre sa dernière livraison aux revues littéraires de notre pays. Retenons quelques indications concernant deux revues paraissant en français: «Ecriture» et «Repères».

Ecriture, bientôt vingt ans de parution, une, deux ou trois fois par année, compte 800 souscripteurs abonnés et vend 400 exemplaires au numéro. Une présentation très soignée. Ni les auteurs ni le rédacteur en chef ne sont payés. Les déficits sont couverts de cas en cas: Commission cantonale vaudoise pour les affaires culturelles, Pro Helvetia, Migros.

Repères, trois éditions par année depuis plus de deux ans, auteurs rémunérés, pas encore d'équilibre financier, il faudrait 800 à 1000 abonnés, total pas encore atteint. En sus, 300 à 400 exemplaires sont vendus au numéro. «Repères» a l'ambition d'être plus qu'une revue littéraire, publiant pratiquement à chaque livraison un dossier concernant un problème de société.

Conclusion facile: la Suisse romande, avec les

antennes extérieures, représente un tout petit marché, à la fois exigeant parce que soumis à la concurrence des revues françaises et trop exigü pour garantir une rentabilité commerciale.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Une question de crédibilité

Weck... Philippe de Weck... Ce nom me disait quelque chose... J'ai cherché dans mes «archives» et j'ai fini par retrouver: beaux articles, voici quelques années, réfutant les thèses aventureuses de Ziegler (*Une Suisse au-dessus de tout soupçon*)... Comme le temps passe!

«Dans un mois, dans un an, comment souffririons-nous» — c'est déjà ce que murmurait G.-A. Vuille, du temps où les «petits merdeux» du CAC lui donnaient du fil à retordre.

Quoi qu'il en soit, j'espère que vous avez passé de joyeuses fêtes. Pour ma part, la chance d'un refroidissement m'a permis de lire tout mon soûl! D'abord, l'admirable *Maumort*, le roman inachevé de Roger Martin du Gard — du moins ne quitterai-je pas cette vallée de larmes sans l'avoir lu. Et puis le dernier *Vuilleumier* — excellent; et le dernier *Barilier* — «super», comme disent mes gymnasiens. Et les *Mémoires* de Raymond Aron. Intéressants... Très intéressants! Entre autres, j'y lis ces lignes, où l'auteur évoque les années 20 et le temps de ses études:

«Autant que je m'en souviens, c'était la personnalité d'Alain, plus que sa philosophie, qui m'en imposait. Engagé volontaire du premier jour, il détestait la guerre et ne pouvait la supporter qu'en la vivant avec les combattants. Lui n'avait pas trahi, participé au déchaînement de la propagande et de l'antigermanisme (Bergson lui-même n'avait pas échappé à la déraison). Or, à l'époque, nous étions pour la plupart en révolte contre la guerre et nos aînés. On comptait peu de communistes parmi les élèves de l'Ecole; ceux qui se voulaient de gau-

che adhéraient au parti socialiste, au moins de cœur. Les catholiques, les «talas», figuraient la droite. Alain et ses élèves faisaient bande à part, ni communistes ni socialistes, mais gauche éternelle, celle qui n'exerce jamais le pouvoir, puisqu'elle se définit par la résistance au pouvoir — le pouvoir qui, par essence, incline à l'abus et corrompt ceux qui l'exercent.»

On voit où j'en veux venir, avec mes gros sabots! Je ne suis pas absolument persuadé que par essence, le pouvoir incline à l'abus — du moins je pense qu'il est possible de prendre toutes mesures utiles pour l'en empêcher. Et je ne vois pas que l'exercice du pouvoir — mais au fait: y a-t-il vraiment exercice du pouvoir? — ait corrompu MM. Graber, Spühler, Ritschard et Aubert, pour n'en citer que quatre. Mais l'on voit bien tout ce que le Parti socialiste a dû sacrifier sur l'autel de la «formule magique». Ce qu'il y a gagné — ou plus exactement, ce que le monde du travail en a retiré, car c'est cela qui compte — il conviendrait d'en dresser le bilan exact.

Aujourd'hui, je suis de ceux qui pensent que le *contrat* a été lacéré. Le PS avait accepté en d'autres temps de voir M. Tschudi préféré à M. Bringolf; M. Ritschard à M. Schmid; il avait accepté de retirer la candidature de M. Villard à la Commission militaire... Selon moi, aujourd'hui, il ne saurait accepter de voir M^{me} Uchtenhagen blackboulée, M. Schmid déclaré inéligible, sous peine de perdre toute crédibilité. Ce n'est pas une question de politique, c'est une question de morale.

Qu'on le veuille ou non, les Chambres qui nous dirigent sont formées d'hommes dont la plupart n'ont guère plus du quart du corps électoral derrière eux (la moitié ne se rendant plus aux urnes). L'une des raisons de cette indifférence est assurément le sentiment qu'a le citoyen qu'en fait, les décisions se prennent ailleurs qu'aux Chambres et que le véritable pouvoir est ailleurs. Si le PS devait rester au Conseil fédéral, ce sentiment en serait renforcé de manière décisive. Mais il y a un rôle à jouer dans l'opposition — car nous n'avons pas d'opposition en Suisse! J'y reviendrai. J. C.

Treize radios fidèles au poste

Treize radios locales émettent en Suisse allemande depuis le 1^{er} janvier. Depuis le lancement de l'expérience, pas encore un seul abandon. En Suisse romande, pour l'instant, une seule antenne ouverte (à Genève), uniquement pour de la musique. Un déséquilibre flagrant qui interdit tout bilan global intermédiaire. Tout de même, quelques faits récents intéressants.

Le 1^{er} janvier, Radio Förderband, de Berne, diffusait un programme exceptionnel de lancement (normalement, cette radio n'émet qu'en fin d'après-midi et le soir). Noté pendant cette première journée d'ouverture, une interview d'un des directeurs de la SSR, Andreas Blum: très positif, il ne craint pas la concurrence.

A Bâle, les éditeurs de journaux locaux la craignent, eux, cette concurrence: Radio Basilisk est

dans leur collimateur. Il faut dire que les premiers sondages d'écoute avaient révélé une surprenante popularité de cette radio, menée avec une rigueur toute professionnelle et appliquée à devenir une tribune d'une certaine tenue (le 13 décembre, le nouveau conseiller fédéral Stich passait deux heures au micro pour répondre aux questions des auditeurs). Radio Basilisk, c'est aussi une association d'auditeurs (qui vient de se restructurer), un bulletin interne (le quatrième numéro est paru, avec notamment une interview d'un des responsables du principal journal bâlois) et un réseau de correspondants locaux (on en cherche encore pour l'Alsace et le pays de Bade).

Il semble que le lancement des radios locales en Suisse gêne les radios «libres» françaises voisines. «Le Monde» (1.1.84) s'en faisait l'écho au tout début de l'année. Il est question, dans le nord-est de l'hexagone, du gel du spectre 100-104 jusqu'en 1985, ce qui contraste avec sa libération par les autorités suisses et l'occupation officielle de ces fréquences en priorité par des émetteurs suisses.

PATRON DE L'UNION DE BANQUES SUISSES ET PRÉSIDENT D'UNE SOCIÉTÉ PANAMÉENNE

Les silences du colonel de Weck

— La nécessité de l'information est un réflexe à acquérir. Il en est de même d'ailleurs au service militaire où, dès qu'il y a un engagement, ce doit être un réflexe absolu d'informer en haut, à droite, à gauche, dans toutes les directions. Ce réflexe de l'information n'est d'ailleurs pas si facile à obtenir qu'on le pense. Engagé dans une opération d'importance, toute l'attention concentrée sur des problèmes de fond souvent difficiles, l'esprit n'est pas naturellement porté à distraire une partie de ses forces par l'information. Ceci dit, dans une entreprise qui est dirigée de manière moderne, la mise en place d'une opération importante, économique ou financière, ne se conçoit pas sans la participation des responsables de l'information. Il s'agit de déterminer avant tout qui doit informer, qui doit répondre à des questions et comment informer. C'est actuellement un point indispensable dans la liste des opérations d'un plan d'action.

Philippe de Weck répondant aux questions de François Gross, page 116 des aimables entretiens publiés il y a quelques mois sous le titre «Un ban-

quier suisse parle» (éd. Martin Michel, Fribourg). Ou le «réflexe» de l'information était encore plus difficile à acquérir que Ph. de Weck ne l'avait imaginé; ou l'Union de Banques Suisses l'a facilement perdu après le départ de son directeur général — ce ne sont pas les «explications» publiées lundi dernier qui rassurent sur la volonté de transparence de cette banque.

Cela dit, il faut bien avouer que même à partir des documents de base de l'affaire des avions renifleurs — il faut avoir lu le rapport de la Cour des comptes française, publié «in extenso» et commenté par «Libération» dans son édition du 4 janvier dernier — et même en menant des investigations méticuleuses à travers les entrelacs des sociétés financières et des conseils d'administration,

toutes les interprétations de l'affaire demeurent possibles. Même les plus fantaisistes. A chacun son fantasme. Peu probable que le jeu concret du mécanisme financier soit vraiment éclairci un jour ou l'autre. Aujourd'hui, ce qui fascine, c'est le récit ubuesque d'une dilapidation de fonds à grande échelle, organisée entre notables imbus de leur pouvoir et de leurs relations, tous plus «respectables» les uns que les autres, tous plus compétents et chargés de responsabilités, et pourtant menés en bateau avec une facilité déconcertante.

LE DÉTOUR PAR LA SUISSE

L'affaire vue de ce côté-ci du Jura, c'est le constat répétitif qu'une «affaire» internationale et financière menée dans les règles de l'art bénéficie quasi inexorablement d'un détour par le secret bancaire helvétique, avec son cortège de «services» de blanchissage, fiscal ou autre. Derrière la façade de respectabilité, les sociétés panaméennes, leur éloignement commode, leurs avantages fiscaux, leur discrétion à toute épreuve derrière un paravent local. Une fois de plus, les Suisses réalisent confusément que le prix de leur prospérité, dont l'un des principaux piliers est un système bancaire florissant, est peut-être plus élevé qu'ils ne le croient, au moins sur le plan moral.

Finalement, pour en revenir à M. de Weck: expliquera-t-il pourquoi il s'est engagé lui-même dans cette galère, jusqu'à présider en personne une vulgaire société panaméenne — lui, la tête pensante, l'honnêteté faite banquier? L'UBS était-elle beaucoup plus engagée (financièrement) qu'il n'est apparu jusqu'ici, pour elle-même et pas seulement à titre fiduciaire, au point que la présence du patron s'imposait pendant les manœuvres? Ou la connexion avec une haute finance italienne, mâtinée d'extrême-droite et de démocratie-chrétienne, imposait-elle à l'UBS des devoirs inhabituels? Après tant de silences, la présence de M. de Weck à la TV ce mercredi soir n'autorisait pas grand espoir de mise au point en profondeur à l'heure où DP mettait sous presse.